

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 1906

[2009/202355]

**30 AVRIL 2009. — Décret portant des dispositions relatives à la détermination d'un organe responsable de l'évaluation et de la conduite de la procédure en matière d'expropriations et d'acquisitions d'immeubles par la Région wallonne et ses institutions (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour la réalisation des opérations d'acquisition d'immeubles, suivant les règles du droit commun ou en vertu d'un arrêté d'expropriation pour cause d'utilité publique, d'expropriation judiciaire d'immeubles, en ce compris l'exercice des poursuites et la direction des procédures d'expropriation, ou de toute aliénation d'immeubles, telles que la vente volontaire, la vente forcée, l'échange, la cession de mitoyenneté ou la constitution de droits réels, la Région wallonne, ainsi que tous les organismes d'intérêt public qui en dépendent et, de manière générale, les organismes visés par l'article 2 du décret wallon du 6 mai 1988 relatif aux expropriations pour cause d'utilité publique poursuivies ou autorisées par l'Exécutif régional wallon, peuvent faire appel, nonobstant toute disposition contraire :

1° soit aux Comités d'acquisitions d'immeubles du SPF Finances visés par l'arrêté royal relatif aux comités d'acquisitions d'immeubles pour compte de l'Etat, des organismes d'Etat et des organismes dans lesquels l'Etat a un intérêt prépondérant, du 3 novembre 1960;

2° soit à la Commission wallonne des transactions immobilières.

Cette Commission devra remettre au pouvoir au nom et pour le compte duquel elle intervient, un rapport techniquement motivé sur l'évaluation réalisée et sur le résultat des démarches entreprises en vue de la réalisation de l'opération immobilière visée.

Selon l'étendue du mandat donné par le pouvoir au nom et pour le compte duquel la Commission intervient, la Commission agira au nom et pour le compte de ce pouvoir, soit en étant mandatée pour simplement accomplir les démarches préparatoires de l'opération immobilière visée, telles que, notamment, l'évaluation préalable, les contacts avec le propriétaire actuel ou l'acheteur potentiel ou la conduite de la procédure administrative et judiciaire d'expropriation, soit en étant mandatée tant pour accomplir ces démarches préparatoires de l'opération immobilière visée, que pour représenter et engager formellement le pouvoir concerné lors de la passation des actes réalisant juridiquement l'opération immobilière concernée.

Toutefois, la négociation immobilière, à moins qu'elle ne soit menée par un tiers non-membre de la Commission, et les actes réalisant juridiquement l'opération immobilière concernée devront être accomplis à l'intervention du notaire membre permanent ou de droit de la Commission qui doit exercer ses fonctions dans l'arrondissement judiciaire sur le territoire duquel est situé l'immeuble en cause, ou de son suppléant.

**Art. 2. § 1<sup>er</sup>.** Il est créé une Commission wallonne des transactions immobilières (en abrégé : la "CWaTI"), compétente pour les missions visées par l'article 1<sup>er</sup>.

§ 2. La Commission wallonne des transactions immobilières sera composée :

1° d'une part, de trois membres permanents, qui doivent être des notaires visés par l'article 1<sup>er</sup> de la loi contenant organisation du notariat, du 16 mars 1803 (25 ventôse - 5 germinal an XI), ou leur suppléant respectif, selon la répartition suivante :

- a) un membre doit exercer ses fonctions dans un arrondissement judiciaire situé dans la province de Liège;
- b) un membre doit exercer ses fonctions dans un arrondissement judiciaire situé dans la province de Hainaut;
- c) un membre doit exercer ses fonctions dans un arrondissement judiciaire situé dans la province de Namur, du Brabant wallon ou du Luxembourg;
- d) chaque membre a un suppléant, qui doit exercer ses fonctions dans un arrondissement judiciaire situé dans la même province que ce membre;

2° d'autre part, d'un membre permanent, qui doit être un expert immobilier titulaire de la qualité de géomètre-expert au sens de l'article 2 de la loi du 11 mai 2003 protégeant le titre et la profession de géomètres-experts, et inscrit au tableau visé à l'article 3 de la loi du 11 mai 2003 créant des Conseils fédéraux des géomètres-experts, ou son suppléant;

3° en outre, lorsque la Commission traite d'une opération immobilière donnée et que l'immeuble en cause est situé dans un arrondissement judiciaire où aucun des membres visés au a) n'a sa résidence, d'un membre de droit, qui doit être le notaire visé par l'article 1<sup>er</sup> de la loi contenant organisation du notariat, du 16 mars 1803 (25 ventôse - 5 germinal an XI), membre du collège visé à l'alinéa 2, ayant sa résidence dans l'arrondissement judiciaire de situation de l'immeuble en cause, ou son suppléant;

4° enfin, d'un président, qui est désigné pour trois ans par le Gouvernement wallon, sur proposition du Ministre ayant les Finances dans ses attributions, parmi les membres des administrations et services placés sous l'autorité du Gouvernement wallon. Ce dernier peut être remplacé par un président adjoint, également désigné par le Gouvernement wallon, sur proposition du Ministre ayant les Finances dans ses attributions, parmi les membres des administrations et services placés sous l'autorité du Gouvernement wallon.

La Commission est assistée d'un collège des notaires d'appui, qui est composé de dix notaires effectifs et de dix notaires suppléants, visés par l'article 1<sup>er</sup> de la loi contenant organisation du notariat, du 16 mars 1803 (25 ventôse - 5 germinal an XI), selon la répartition suivante :

1° chaque arrondissement judiciaire de la Région wallonne, qui n'est pas déjà représenté par un membre permanent de la Commission, doit être représenté par un notaire d'appui effectif du collège, qui a sa résidence dans cet arrondissement judiciaire;

2° chaque notaire d'appui effectif du collège a un suppléant, qui doit avoir sa résidence dans le même arrondissement judiciaire que le notaire d'appui effectif qu'il peut remplacer.

Les officiers publics et géomètre-experts visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, 2° et 3°, et à l'alinéa 2, effectifs et suppléants, sont désignés pour trois ans par le Gouvernement wallon, sur proposition du Ministre ayant les Finances dans ses attributions, au terme d'une des procédures prévues par la législation applicable en matière de marchés publics de services.

§ 3. Les membres de la Commission, leur suppléant ou leur remplaçant perçoivent un jeton de présence déterminé par le Gouvernement wallon, sur proposition du Ministre ayant les Finances dans ses attributions, sans préjudice, pour les notaires et géomètre-expert visés au § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, 2° et 3°, de la rémunération issue de la procédure prévue par la législation applicable en matière de marchés publics de services, visée au § 2, alinéa 3, pour leurs actes couverts par l'appel d'offre.

§ 4. Lorsque la Commission traite d'une opération immobilière donnée, elle peut décider d'inviter à ses réunions traitant de cette opération, le président du Comité d'acquisition d'immeubles du SPF Finances visés par l'arrêté royal relatif aux comités d'acquisitions d'immeubles pour compte de l'Etat, des organismes d'Etat et des organismes dans lesquels l'Etat a un intérêt prépondérant, du 3 novembre 1960, compétent pour l'arrondissement judiciaire sur lequel est situé le bien immeuble en cause.

§ 5. La Commission représente collégialement le pouvoir qui lui a donné le mandat pour l'opération immobilière visée.

§ 6. La Commission arrête son règlement d'ordre intérieur, approuvé par le Ministre ayant les Finances dans ses attributions.

§ 7. La coordination de l'action de la Commission, l'assistance dans la réalisation de ses missions et le secrétariat de la Commission sont assurés par l'administration ou le service désigné par le Gouvernement wallon, sur proposition du Ministre ayant les Finances dans ses attributions.

§ 8. Les provinces et les communes, ainsi que les personnes morales de droit public qui dépendent de ces dernières et les opérateurs visés à l'article 1<sup>er</sup>, 4°, du décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques, pourront également faire appel aux services de la Commission.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 30 avril 2009.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,  
A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,  
M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
Ph. COURARD

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,  
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,  
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Formation,  
M. TARABELLA

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,  
D. DONFUT

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN

—  
Note

(1) Session 2008-2009.

Documents du Parlement wallon, 968 (2008-2009), n<sup>os</sup> 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance publique du 30 avril 2009.

Discussion - Votes.

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 1906

[2009/202355]

**30. APRIL 2009 — Dekret mit Vorschriften betreffend die Bestimmung einer Stelle, die für die Bewertung und Leitung des Verfahrens in Sachen Enteignungen und Erwerb von Immobilien durch die Wallonische Regierung und ihre Einrichtungen verantwortlich ist (1)**

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

**Artikel 1** - Für die Tätigkeit von Geschäften zum Erwerb von Immobilien nach gemeinrechtlichen Regeln oder kraft eines Erlasses zur Enteignung zum Nutzen der Allgemeinheit, zur gerichtlichen Enteignung von Immobilien, einschließlich der Verfolgungen und der Leitung der Enteignungsverfahren, oder zur Veräußerung von Immobilien, wie z.B. der freiwillige Verkauf, der Zwangsverkauf, der Austausch, die Abtretung einer Grenzgemeinschaft oder die Bildung von dinglichen Rechten, können die Wallonische Region sowie alle von ihr abhängenden Einrichtungen öffentlichen Interesses und, im Allgemeinen, die in Artikel 2 des Dekrets vom 6. Mai 1988 über die von der Wallonischen Regionalexekutive durchgeführten oder genehmigten Enteignungen im öffentlichen Interesse genannten Einrichtungen folgende Stellen heranziehen, solange keine anderslautenden Bestimmungen bestehen:

1° entweder die Immobilienerwerbsausschüsse des Föderalen Öffentlichen Dienstes Finanzen, die im Königlichen Erlass vom 3. November 1960 über die für Rechnung des Staates, der staatlichen Einrichtungen und der Einrichtungen, in denen der Staat ein ausschlaggebendes Interesse hat, handelnden Immobilienerwerbsausschüsse genannt sind,

2° oder die "Commission wallonne des transactions immobilières" (Wallonische Kommission für Immobiliengeschäfte).

Diese Kommission muss der Behörde, im Namen und für Rechnung derer sie handelt, einen technisch begründeten Bericht über die durchgeführte Bewertung und das Ergebnis der Schritte, die zwecks der Durchführung des betreffenden Immobiliengeschäfts unternommen wurden, übermitteln.

Je nach dem Umfang des von der Behörde, im Namen und für Rechnung derer die Kommission handelt, anvertrauten Mandats, wird die Kommission im Namen und für Rechnung dieser Behörde handeln, wobei sie entweder lediglich damit beauftragt wird, die vorbereitenden Schritte zwecks des Immobiliengeschäftes zu unternehmen, wie insbesondere die vorherige Bewertung, die Kontakte mit dem gegenwärtigen Eigentümer oder dem potentiellen Käufer oder die Leitung des administrativen und gerichtlichen Enteignungsverfahrens, oder aber damit beauftragt wird, sowohl diese vorbereitenden Schritte für das Immobiliengeschäft zu unternehmen, als auch die betroffene Behörde bei der Beurkundung, durch die das Immobiliengeschäft rechtlich vollzogen wird, zu vertreten.

Die Immobilienverhandlung, außer wenn sie von einer Drittperson geleitet wird, die nicht Mitglied der Kommission ist, und die Akte, die das betreffende Immobiliengeschäft rechtlich umsetzen, müssen jedoch durch die Vermittlung des Notars verrichtet werden, der ein ständiges Mitglied oder ein Mitglied von Rechts wegen der Kommission ist, und der sein Amt im Gerichtsbezirk ausüben muss, wo sich das betreffende Immobiliengut befindet; der Notar kann durch seinen Stellvertreter vertreten werden.

**Art. 2 - § 1** - Es wird eine "Commission wallonne des transactions immobilières" (Wallonische Kommission für Immobiliengeschäfte), abgekürzt: "CWaTI", gegründet, die für die in Artikel 1 genannten Aufgaben zuständig ist.

§ 2 - Die "Commission wallonne des transactions immobilières" setzt sich aus folgenden Personen zusammen:

1° einerseits aus drei ständigen Mitgliedern, die Notare sein müssen, die in Artikel 1 des Gesetzes vom 16. März 1803 über die Organisation des Notariatswesens (25. Ventôse - 5. Germinal des Jahres XI nach dem republikanischen Kalender) genannt sind, oder ihrem jeweiligen Stellvertreter, nach folgender Verteilung:

- a) ein Mitglied muss sein Amt in einem in der Provinz Lüttich befindlichen Gerichtsbezirk ausüben;
- b) ein Mitglied muss sein Amt in einem in der Provinz Hennegau befindlichen Gerichtsbezirk ausüben;
- c) ein Mitglied muss sein Amt in einem in der Provinz Namur, Wallonisch-Brabant oder Luxemburg befindlichen Gerichtsbezirk ausüben;
- d) jedes Mitglied hat einen Stellvertreter, der sein Amt in einem in derselben Provinz als dieses Mitglied befindlichen Gerichtsbezirk ausüben muss;

2° andererseits aus einem ständigen Mitglied, das ein Immobiliensachverständiger sein muss, der die Eigenschaft als Landmesser-Gutachter im Sinne von Artikel 2 des Gesetzes vom 11. Mai 2003 über den Schutz des Titels und des Berufs eines Landmesser-Gutachters hat, und in dem Verzeichnis nach Artikel 3 des Gesetzes vom 11. Mai 2003 zur Schaffung föderaler Räte der Landmesser-Gutachter eingetragen sein muss, oder seinem Stellvertreter;

3° zudem, wenn die Kommission ein Immobiliengeschäft behandelt und das betreffende Immobiliengut sich in einem Gerichtsbezirk befindet, wo keines der unter a) genannten Mitglieder seinen Wohnort hat, aus einem Mitglied von Rechts wegen, das der Notar sein muss, der in Artikel 1 des Gesetzes vom 16. März 1803 über die Organisation des Notariatswesens (25. Ventôse - 5. Germinal des Jahres XI nach dem republikanischen Kalender) genannt wird und Mitglied des in Absatz 2 genannten Kollegiums ist, und seinen Wohnort im Gerichtsbezirk hat, wo sich das betreffende Immobiliengut befindet, oder seinem Stellvertreter;

4° schließlich aus einem Vorsitzenden, der von der Wallonischen Regierung auf Vorschlag des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsgebiet die Finanzen gehören, unter den Mitgliedern der unter die Aufsicht der Wallonischen Regierung gestellten Verwaltungen und Dienststellen bestimmt wird. Der Vorsitzende kann durch einen beigeordneten Vorsitzenden ersetzt werden, der ebenfalls von der Wallonischen Regierung auf Vorschlag des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsgebiet die Finanzen gehören, unter den Mitgliedern der unter die Aufsicht der Wallonischen Regierung gestellten Verwaltungen und Dienststellen bestimmt wird.

Die Kommission wird von einem Kollegium der beistehenden Notare unterstützt, das sich aus zehn ordentlichen und zehn stellvertretenden Notaren zusammensetzt, die in Artikel 1 des Gesetzes vom 16. März 1803 über die Organisation des Notariatswesens (25. Ventôse - 5. Germinal des Jahres XI nach dem republikanischen Kalender) genannt sind, und zwar nach folgender Verteilung:

1° jeder Gerichtsbezirk der Wallonischen Region, der nicht bereits von einem ständigen Mitglied der Kommission vertreten ist, muss durch einen beistehenden Notar vertreten werden, der ein ordentliches Mitglied des Kollegiums ist und seinen Wohnort in diesem Gerichtsbezirk hat;

2° jeder beistehende Notar, der ein ordentliches Mitglied des Kollegiums ist, hat einen Stellvertreter, der seinen Wohnort in demselben Gerichtsbezirk als der ordentliche beistehende Notar hat, den er ersetzen kann.

Die in Absatz 1 1°, 2° und 3°, und in Absatz 2 genannten, ordentlichen und stellvertretenden öffentlichen Amtsträger und Landmesser-Gutachter werden von der Regierung bestimmt, auf Vorschlag des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsgebiet die Finanzen gehören, und am Ende eines der Verfahren, die in der im Bereich der öffentlichen Dienstleistungsaufträge anwendbaren Gesetzgebung vorgesehen sind.

§ 3 - Die Mitglieder der Kommission, ihr Stellvertreter oder ihr Ersatzmitglied, erhalten ein Anwesenheitsgeld, das von der Regierung auf Vorschlag des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsgebiet die Finanzen gehören, bestimmt wird, unbeschadet der Entlohnung, die sich aus dem Verfahren ergibt, das in der im Bereich der öffentlichen Dienstleistungsaufträge anwendbaren Gesetzgebung nach § 2, Absatz 3 vorgesehen ist, was die Notare und Landmesser-Gutachter für deren durch den Angebotsaufruf gedeckten Handlungen betrifft.

§ 4 - Wenn die Kommission ein Immobiliengeschäft behandelt, kann sie beschließen, den Vorsitzenden des Immobilienerwerbsausschusses des Föderalen Öffentlichen Dienstes Finanzen, der im Königlichen Erlass vom 3. November 1960 über die für Rechnung des Staates, der staatlichen Einrichtungen und der Einrichtungen, in denen der Staat ein ausschlaggebendes Interesse hat, handelnden Immobilienerwerbsausschüsse genannt ist, und für den Gerichtsbezirk, wo sich das betreffende Immobiliengut befindet, zuständig ist, zu den Versammlungen, in denen dieses Geschäft besprochen wird, einzuladen.

§ 5 - Die Kommission vertritt die Behörde, die ihr das Mandat für das betreffende Immobiliengeschäft verliehen hat, auf kollegiale Weise.

§ 6 - Die Kommission bestimmt ihre innere Dienstordnung, die vom Minister, zu dessen Zuständigkeitsgebiet die Finanzen gehören, genehmigt wird.

§ 7 - Die Koordination der Aktionen der Kommission, die Unterstützung bei der Durchführung ihrer Aufgaben und das Sekretariat der Kommission werden durch die Verwaltung oder die Dienststelle gewährleistet, die von der Wallonischen Regierung auf Vorschlag des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsgebiet die Finanzen gehören, bestimmt wird.

§ 8 - Die Provinzen und die Gemeinden, sowie die öffentlich-rechtlichen Personen, die von Letzteren abhängen, und die in Artikel 1 4° des Dekrets vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten genannten Träger von wirtschaftlichen Aktivitäten können ebenfalls die Dienste der Kommission heranziehen.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 30. April 2009

Der Minister-Präsident,  
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,  
A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und der Ausrüstung,  
M. DAERDEN

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,  
Ph. COURARD

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung, des Außenhandels und des Erbes,  
J.-C. MARCOURT

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,  
Frau M.-D. SIMONET

Der Minister der Ausbildung,  
M. TARABELLA

Der Minister der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit,  
D. DONFUT

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
B. LUTGEN

—  
Fußnote

(1) Sitzung 2008-2009

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 968 (2008-2009), Nrn. 1 - 3

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 30. April 2009

Diskussion - Abstimmung.

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 1906

[2009/202355]

**30 APRIL 2009. — Decreet houdende bepalingen in verband met de vaststelling van een orgaan verantwoordelijk voor het beoordelen en het voeren van de procedure inzake onteigeningen en aankopen van onroerende goederen door het Waalse Gewest en diens instellingen (1)**

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Voor het uitvoeren van verrichtingen inzake de aankoop van onroerende goederen volgens de regels van het gemeen recht of krachtens een besluit tot onteigening wegens openbaar nut, gerechtelijke onteigening van onroerende goederen, met inbegrip van het instellen van vervolgingen en het voeren van onteigeningsprocedures of elke vervreemding van onroerende goederen zoals de vrijwillige verkoop, de gedwongen verkoop, de ruil, de afstand van muurgemeenschap of het vestigen van zakelijke rechten kunnen het Waalse Gewest evenals alle instellingen van openbaar nut die ervan afhangen en, in het algemeen, de instellingen bedoeld bij artikel 2 van het Waals decreet van 6 mei 1988 betreffende de onteigeningen ten algemene nutte vervolgd of gemachtigd door de Waalse Gewest-executieve, niettegenstaande elke andersluidende bepaling, een beroep doen op :

1° ofwel de comités voor aankoop van onroerende goederen van FOD Financiën bedoeld bij het koninklijk besluit van 3 november 1960 betreffende de comités tot aankoop van onroerende goederen voor rekening van de Staat, van de staatsinstellingen en van de instellingen waarin de Staat een overwegend belang heeft;

2° ofwel de Waalse commissie voor vastgoedtransacties.

Die commissie moet de overheid in wier naam en opdracht ze optreedt een technisch gemotiveerd verslag uitbrengen over de uitgevoerde beoordeling en over de uitslag van de stappen die ze ondernomen heeft met het oog op de uitvoering van de beoogde vastgoedverrichting.

Afhankelijk van de omvang van het mandaat gegeven door de overheid in wier naam en opdracht de Commissie optreedt, handelt de Commissie in naam en opdracht van die overheid, waarbij zij ofwel gemachtigd is om enkel de voorbereidende stappen van de beoogde vastgoedverrichting te zetten zoals, meer bepaald, de voorafgaandelijke beoordeling, de contacten met de huidige eigenaar of de potentiële koper of het voeren van de administratieve en gerechtelijke onteigeningsprocedure, ofwel gemachtigd is zowel om die voorbereidende stappen van de beoogde vastgoedverrichting te zetten als om de betrokken overheid formeel te vertegenwoordigen en te verbinden bij het verlijden van de akten en de betrokken vastgoedverrichting juridisch uit te voeren.

De vastgoedbemiddeling, tenzij ze gevoerd wordt door een derde die niet lid is van de Commissie, en de akten tot juridische uitvoering van de betrokken vastgoedverrichting dienen vervuld te worden door toedoen van de notaris die vast lid of lid van rechtswege is van de Commissie die haar functies moet uitoefenen in het gerechtelijk arrondissement op het grondgebied waarvan het onroerend goed waarvan sprake gelegen is, of door toedoen van diens plaatsvervanger.

**Art. 2. § 1.** Er wordt een "Commission wallonne des transactions immobilières" (Waalse commissie voor vastgoedtransacties, afgekort : "CwaTI") opgericht, bevoegd voor de opdrachten bedoeld bij artikel 1.

§ 2. De Waalse commissie voor vastgoedtransacties bestaat uit :

1° enerzijds, drie vaste leden die notarissen moeten zijn bedoeld bij artikel 1 van de wet tot regeling van het notarisambt van 16 maart 1803 (25 Ventôse - 5 germinal Jaar XI) of hun respectievelijke plaatsvervanger, volgens deze verdeling :

a) een lid moet zijn ambt uitoefenen in een gerechtelijk arrondissement gelegen in de provincie Luik;

b) een lid moet zijn ambt uitoefenen in een gerechtelijk arrondissement gelegen in de provincie Henegouwen;

c) een lid moet zijn ambt uitoefenen in een gerechtelijk arrondissement gelegen in de provincie Namen, Waals-Brabant of Luxemburg;

d) elk lid heeft een plaatsvervanger die zijn ambt moet uitoefenen in een gerechtelijk arrondissement gelegen in dezelfde provincie als dat lid;

2° anderzijds, een vast lid dat een vastgoedgeskundige moet zijn die houder is van de hoedanigheid van landmeter-expert in de zin van artikel 2 van de wet van 11 mei 2003 tot bescherming van de titel en het beroep van landmeter-expert en ingeschreven in het tableau bedoeld in artikel 3 van de wet van 11 mei 2003 tot oprichting van federale raden van landmeters-experten, of diens plaatsvervanger;

3° daarnaast, wanneer de Commissie een gegeven vastgoedverrichting afhandelt en het onroerend goed waarvan sprake gelegen is in een gerechtelijk arrondissement waar geen enkel van de leden bedoeld in a) zijn standplaats heeft, een lid van rechtswege dat de notaris moet zijn bedoeld bij artikel 1 van de wet tot regeling van het notarisambt van 16 maart 1803 (25 Ventôse - 5 germinal Jaar XI), lid van het college bedoeld in lid 2, met standplaats in het gerechtelijk arrondissement waar het onroerend goed gelegen is, of diens plaatsvervanger;

4° ten slotte, een voorzitter, voor drie jaar aangewezen door de Waalse Regering op de voordracht van de Minister bevoegd voor Financiën, uit de leden van de besturen en diensten die onder het gezag van de Waalse Regering staan. Laatsgenoemde kan vervangen worden door een adjunct-voorzitter, eveneens aangewezen door de Waalse Regering op de voordracht van de Minister bevoegd voor Financiën, uit de leden van de besturen en diensten die onder het gezag van de Waalse Regering staan.

De Commissie wordt bijgestaan door een college van steunverlenende notarissen, bestaande uit tien gewone en tien plaatsvervangende notarissen bedoeld bij artikel 1 van de wet tot regeling van het notariusambt van 16 maart 1803 (25 Ventôse - 5 germinal Jaar XI), volgens deze verdeling :

1° elk gerechtelijk arrondissement van het Waalse Gewest dat niet reeds vertegenwoordigd is door een vast lid van de Commissie, moet vertegenwoordigd worden door een gewone steunverlenende notaris van het college, wiens standplaats in dat gerechtelijk arrondissement gelegen is;

2° elke gewone steunverlenende notaris van het college heeft een plaatsvervanger wiens standplaats gelegen moet zijn in hetzelfde gerechtelijk arrondissement als de gewone steunverlenende notaris die hij kan vervangen.

De openbare officieren en landmeters-experten bedoeld in lid 1, 1°, 2° en 3°, en in lid 2°, gewone en plaatsvervangende leden, worden voor drie jaar aangewezen door de Waalse Regering op voordracht van de Minister bevoegd voor Financiën, na afloop van één van de procedures bedoeld bij de wetgeving die van toepassing is inzake de overheidsopdrachten voor aanneming van diensten.

§ 3. De leden van de Commissie of hun plaatsvervanger krijgen presentiegeld waarvan het bedrag bepaald wordt door de Waalse Regering op voorstel van de Minister bevoegd voor Financiën onverminderd, voor de notarissen en landmeters-experts bedoeld in § 2, lid 1, 1°, 2° en 3°, de vergoeding wegens de procedure bedoeld bij de wetgeving die van toepassing is inzake de overheidsopdrachten voor aanneming van diensten bedoeld in § 2, lid 3, voor hun daden die onder de offertenaanvraag vallen.

§ 4. Wanneer de Commissie een gegeven vastgoedverrichting afhandelt, kan ze beslissen om de voorzitter van het Comité voor de aankoop van onroerende goederen van FOD Financiën bedoeld bij het koninklijk besluit van 3 november 1960 betreffende de comités tot aankoop van onroerende goederen voor rekening van de Staat, van de staatsinstellingen en van de instellingen waarin de Staat een overwegend belang heeft, bevoegd voor het gerechtelijk arrondissement waarin het onroerend goed waarvan sprake gelegen is, voor haar vergaderingen uit te nodigen.

§ 5. De Commissie vertegenwoordigt collegiaal de overheid die haar gemachtigd heeft voor de beoogde vastgoedverrichting.

§ 6. De Commissie legt haar huishoudelijk reglement vast, goedgekeurd door de Minister bevoegd voor Financiën.

§ 7. De coördinatie van de actie van de Commissie, de bijstand in de uitvoering van haar opdrachten en het secretariaat van de Commissie worden waargenomen door het bestuur of de dienst aangewezen door de Waalse Regering op voorstel van de Minister bevoegd voor Financiën.

§ 8. De provincies en de gemeenten, evenals de publiekrechtelijke rechtspersonen die van laatstgenoemden afhangen en de operators bedoeld in artikel 1, 4°, van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de ontsluitingsinfrastructuur voor economische bedrijvigheid kunnen eveneens een beroep doen op de diensten van de Commissie.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 30 april 2009.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,  
A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën, Uitrusting en Patrimonium,  
M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,  
J.-C. MARCOURT

De Minister van Wetenschappelijk Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,  
Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,  
M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,  
D. DONFUT

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN

—  
Nota

(1) *Zitting 2008-2009.*

*Stukken van het Waals Parlement, 968 (2008-2009), nrs. 1 tot 3.*

*Volledige bespreking, openbare vergadering van 30 april 2009.*

*Bespreking - Stemmingen.*